



# L'économie...



## >> Interviews

propos recueillis par **Yannick Urrien**



### L'Hebdo-Bourseplus :

*Le gouvernement n'a pas pris la décision de reconfiner la population, en préférant généraliser le couvre-feu à 18 heures. Avez-vous le sentiment qu'il commence à ouvrir les yeux sur les conséquences économiques d'un nouveau confinement ?*

### Eudes Baufreton :

C'est tout à fait ce que l'on ressent. Malgré tout, je crois que nous arriverons quand même à un reconfinement. Le couvre-feu coûte 2 à 4 milliards d'euros pour une période de six semaines. C'est ce qui avait été annoncé par Bruno Le Maire quand la moitié des départements était concernée, alors qu'un confinement coûte entre 50 et 75 milliards d'euros pour un mois et 3 points de PIB à l'économie. Effectivement, les mesures qui sont prises le sont à l'aune des finances publiques. Il va y avoir une crise économique qui va se déclarer. Pas pour le moment, puisque l'État a beaucoup subventionné les salaires, mais il faut quand même savoir que ce n'est pas de l'argent magique et que les contribuables vont devoir rembourser cet argent public.

*Quand on écoute les représentants des oppositions, de droite comme de gauche, ils n'ont pas de discours alternatifs, et, comme ils ne sont pas aux responsabilités, ce sont les opposants qui réclament un reconfinement. Ainsi, le gouvernement apparaît presque comme étant raisonnable...*

Il y a du bon sens chez les Français, qui ont bien compris que l'on ne va pas pouvoir continuer comme ça. On a besoin de vivre et de travailler. La situation économique ne peut que se dégrader si l'on se replie un peu plus. Le gouvernement s'efface face à une certaine réalité. Sur ce terrain, la démagogie ne paye pas. Beaucoup de politiques pensent que l'État n'aurait pas la solution, parce que cela leur permet d'exister : donc, en préconisant davantage de confinements et de dépenses publiques, cela leur donne le sentiment d'être

Entre confinements et couvre-feux, il faudra bien un jour rembourser tout cet argent public...

## Eudes Baufreton, délégué général de Contribuables Associés : « Notre combat, c'est d'abord de réduire la place de l'État. »

**Eudes Baufreton, délégué général de Contribuables Associés, réagit aux annonces du gouvernement sur l'instauration du couvre-feu dès 18 heures dans toute la France.**

utiles. Mais la dominante économique est prioritaire. C'est la raison pour laquelle l'Angleterre a confiné aussi tard, c'est aussi la raison pour laquelle l'Allemagne n'avait pas fait ce choix au début, tout comme les pays du Nord. Finalement, si l'on se compare aux autres pays européens, entre la prudence sanitaire et l'économie, ce n'est pas aussi mal géré que cela... Maintenant, la France n'a plus vraiment le choix, parce qu'elle a déjà beaucoup dépensé par rapport aux autres pays. C'est le principe de réalité.

**Bruno Le Maire a compris que l'économie était une question de confiance et il s'est engagé à ne pas augmenter les impôts, afin d'inciter les gens à redépenser. L'économie, c'est aussi une question de comptabilité et il va bien falloir payer...**

Aujourd'hui, chaque Français a, grosso modo, 40 000 euros de dette publique sur la tête. Le compteur tourne en permanence et je voudrais signaler que les Français ont plus de dette publique que les Grecs ! Nous sommes dans un système extrêmement fragile. Nous avons tous en tête les images des Grecs devant les banques qui ne distribuaient plus d'argent. Nous ne sommes pas dans cette situation, parce que la France a beaucoup d'épargne dans les banques, ce qui n'était pas le cas en Grèce où l'épargne était plutôt sous les matelas que dans les banques. Néanmoins, il est quand même intéressant, en termes d'indicateurs, de prendre conscience que les Français sont plus endettés que les Grecs. Nous sommes dans une situation fragile et il va falloir rembourser cette dette. Les plus démagogiques, comme Mélenchon, expliquent qu'il suffit simplement de rayer la dette d'un trait de crayon : or, c'est faux et irresponsable, pour la simple et bonne raison que les créanciers continuent de nous prêter parce qu'ils savent que nous allons rembourser. Il n'y a pas un créancier qui prêterait à un État en redoutant de ne pas être remboursé ! Après, il y a des mécanismes pour atténuer. On voit bien que la planche à billets européenne tourne à plein régime, ce qui va finir par appauvrir les épargnants, donc la dette sera payée par la ruine des épargnants. Dans un délai plus court, si Bruno Le Maire explique qu'il n'y aura pas d'augmentation d'impôts, pour autant, il y aura des augmentations de taxes. À la fin de l'année 2020, il y a eu une taxe, qui est passée un peu inaperçue, sur le poids des véhicules, puisque les

véhicules ne seront pas simplement taxés en fonction de leur degré de pollution, mais aussi en fonction de leur poids. Si vous avez un véhicule qui pèse lourd et qui ne pollue pas, vous serez quand même taxé. Il y a également une taxe sur le recyclage des jouets. C'est une taxe qui va s'ajouter au prix de vente des jouets et qui servira au financement du recyclage des jouets. On nous parle de sauver la planète mais, pour le moment, il faudrait surtout sauver les gens ! Et je crois que c'est un alibi. Je vous rappelle que la crise des Gilets jaunes a commencé avec l'augmentation des taxes sur le carburant et une étude sénatoriale a démontré que ces augmentations de taxes devaient rapporter, sur deux ans, 46 milliards d'euros de recettes supplémentaires pour l'État. Cette étude sénatoriale indiquait que sur ces 46 milliards, seulement 10 milliards allaient à la transition énergétique et les 36 milliards restants auraient dû servir à éponger le budget de l'État. Donc, il faut se méfier. Les gaspillages continuent à tous les étages et il faut être très prudent. D'ailleurs, les propos de Bruno Le Maire n'engagent que lui au moment où il le dit. On trouve toujours une bonne raison en temps de guerre. C'est la raison pour laquelle je suis dubitatif.

**Beaucoup d'épargnants redoutent un prélèvement automatique sur les comptes d'épargne. Le gouvernement rejette ce scénario. Dans ce contexte, il va y avoir un rattrapage sur les impôts indirects, particulièrement sur l'immobilier...**

J'en suis convaincu. Le patrimoine des Français représente plus de 12 000 milliards d'euros. Il y a le patrimoine liquide entre l'épargne et les assurances vie, on sait que le patrimoine immobilier va être davantage taxé, on voit les taxes foncières qui augmentent, la taxe d'habitation continue d'être payée dans 20 % des cas et les collectivités n'ont pas réduit leurs dépenses. L'imposition sur l'immobilier ne peut pas diminuer. En plus, l'immobilier ne peut pas s'évader fiscalement et, quand on est en France, on ne peut être que taxé. D'ailleurs, l'ISF n'a pas été totalement supprimé, puisqu'aujourd'hui il y a l'IFI. C'est la démonstration que l'immobilier est une valeur sûre pour l'État en termes de patrimoine taxable. Sur l'épargne, les épargnants sont taxés, ne serait-ce que par l'inflation, avec la planche à billets qui tourne à plein régime. On voit bien que les rendements sont quasiment nuls aujourd'hui...



***En fait, cette épargne qui ne rapporte rien, vous expliquez que c'est quasiment une manière de taxer...***

Exactement. En Allemagne, les dépôts sont même taxés et cela veut dire qu'il faut verser des intérêts quand on a des dépôts sur des comptes. Il suffit de regarder ce qui se passe en Allemagne pour imaginer que cela va probablement nous arriver. Les assurances vie sont aussi en danger. Je veux bien entendre ce que dit Bruno Le Maire, qui tient des propos rassurants, et il est certain que l'économie a besoin de confiance. J'aurais aimé entendre comment l'État, les collectivités et les hôpitaux vont participer à cet effort de guerre, parce que l'État a besoin de réformes structurelles depuis des décennies. Ce temps de crise était le moment idéal pour le faire. Si l'on veut que l'État ne soit pas un poids sur l'économie, la meilleure des solutions aurait été de réduire la toile des gaspillages dans les collectivités. Les indemnités des élus n'ont pas été diminuées, il y a plus de 15 000 hauts fonctionnaires qui ont des rémunérations très importantes et les effectifs ne sont pas réduits. Si, effectivement, on a besoin d'infirmières dans les hôpitaux, on n'a pas forcément besoin de tous ces hauts fonctionnaires rémunérés à 100 % financés par une économie privée et des restaurateurs qui ont un genou à terre. L'État aurait dû mettre en place un plan de réformes, plutôt qu'un plan de relance.

***Est-ce un résumé des combats de Contribuables Associés au cours des prochains mois ?***

Oui. Il y a les taxes écologiques, nous sommes vraiment sur ce terrain, c'est une aberration. On devrait laisser

souffler les contribuables. On n'a plus besoin d'avoir autant d'implantations d'éoliennes, c'est un désastre ! Quand les pales d'éoliennes sont gelées, il faut faire intervenir des hélicoptères avec du kérosène pour dégivrer les pales ! Il y a l'écologie punitive, mais il y a aussi des fraudes sociales, avec des dizaines de milliards d'euros qui sont dilapidés et l'État ne fait pas grand-chose pour rechercher les fraudeurs. C'est du vol vis-à-vis des cotisants. Nous devons aussi nous battre contre la spoliation de l'épargne pour rembourser les dettes de l'État. Enfin, il faut mettre en place immédiatement un plan d'économies au niveau de l'État. Il y a quelques jours, Valérie Pécresse, présidente de la région Île-de-France, a distribué des tablettes à tous les élèves : or elles ne fonctionnent pas ! La réforme des régions a été faite dans une logique de découpage électoral, sous François Hollande, et l'on s'aperçoit que c'est aujourd'hui une gabegie. Si l'on prend la métaphore du cheval qui serait l'économie et du jockey qu'est l'État, on demande au cheval une cure d'amaigrissement pour courir plus vite et, pendant ce temps, l'État continue de s'engraisser ! Il faut rééquilibrer les choses pour être à nouveau compétitif, puisqu'il n'aura échappé à personne que nous connaissons une perte de compétitivité depuis plusieurs années et c'est principalement dû à l'État-providence qui absorbait déjà 57 % de dépenses publiques avant la crise sanitaire. Aujourd'hui, nous en sommes à 70 % quasiment. Notre combat, c'est d'abord de réduire la place de l'État. ■